

ASSEMBLÉE NATIONALE

1er octobre 2020

MISE SUR LE MARCHÉ DE CERTAINS PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES - (N° 3358)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 65

présenté par

Mme Panot, M. Prud'homme, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud, M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, M. Quatennens, M. Ratenon, Mme Ressiguier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE PREMIER

Supprimer les alinéas 1 à 9.

EXPOSÉ SOMMAIRE

« Ce projet de loi est à rebours de l'urgence écologique. 68 % des vertébrés sauvages ont disparu en 50 ans. 80 % des insectes européens ont disparu en 30 ans. En grande partie à cause des pesticides. Le rapport 2020 du WWF établit le lien entre érosion de la biodiversité et insécurité alimentaire. Nous sommes en train de détruire les seules conditions de vie favorables à l'existence humaine.

Que fait le Gouvernement contre cela ? Il prolonge l'utilisation de pesticides extrêmement dangereux. Ce projet de loi revient à autoriser les semences enrobées de néonicotinoïdes sur un demi-million d'hectares de surface agricole en France. Les néonicotinoïdes sont 7 297 fois plus toxiques que le DDT, interdit en France depuis presque 50 ans. Prenant prétexte d'un problème conjoncturel, ce projet de loi cède une nouvelle fois aux lobbies. La racine du problème ce n'est pas la jaunisse de la betterave, c'est l'agro-industrie productiviste. C'est à un problème structurel qu'il faut s'attaquer.

Ce projet de loi est un pansement sur une jambe de bois. Réautoriser les néonicotinoïdes est une décision qui nuit au vivant et aux agriculteurs eux-mêmes. Evidemment, certains agriculteurs risquent d'être plus touchés que d'autres par la jaunisse cette année. Ils doivent pouvoir bénéficier d'une aide financière exceptionnelle le cas échéant. Mais l'urgence est à bifurquer radicalement de modèle. Nous avons besoin d'agriculteurs et d'écosystèmes en bonne santé ! Nous défendons une

refonte du modèle agricole, qui permette à tous de vivre décemment et qui soit résilient face aux bouleversements climatiques. C'est pourquoi nous nous opposons vivement à ce texte. »